

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la décentralisation et de la
fonction publique

Arrêté du []

pris pour l'application aux corps des assistants et conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

NOR : [...]

Le ministre des finances et des comptes publics et la ministre de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-1098 du 28 septembre 2012 modifié portant statut particulier du corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-1099 du 28 septembre 2012 portant statut particulier du corps interministériel des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-1100 du 28 septembre 2012 relatif à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du XXX,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Les assistants de service social, les conseillers techniques de service social et les agents détachés sur un emploi de conseiller de l'action sociale régis par les décrets du 28 septembre 2012 susvisés bénéficient des dispositions du décret du 20 mai 2014 susvisé.

Article 2

Les plafonds annuels afférents aux groupes de fonctions, mentionnés à l'article 2 du décret du 20 mai 2014 susvisé, sont fixés ainsi qu'il suit :

- a) pour le corps des assistants de service social des administrations de l'Etat régis par le décret n° 2012-1098 du 28 septembre 2012 susvisé :

GROUPE DE FONCTIONS	PLAFOND ANNUEL DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (EN EUROS)	
	ADMINISTRATION CENTRALE, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES	SERVICES DECONCENTRES, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES
Groupe 1	13 730	11 970
Groupe 2	12 410	10 560

- b) pour le corps des conseillers techniques de services social et pour l'emploi de conseiller pour l'action sociale régis, respectivement, par les décrets n° 2012-1099 et n° 2012-1100 du 28 septembre 2012 susvisés :

GROUPE DE FONCTIONS	PLAFOND ANNUEL DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (EN EUROS)	
	ADMINISTRATION CENTRALE, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES	SERVICES DECONCENTRES, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES
Groupe 1	20 485	19 480
Groupe 2	17 085	15 300

Article 3

Les montants minimaux annuels de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise, mentionnés à l'article 2 du décret du 20 mai 2014 susvisé, sont fixés comme suit :

GRADE ET EMPLOIS	MONTANT MINIMAL ANNUEL (EN EUROS)	
	ADMINISTRATION CENTRALE, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES	SERVICES DECONCENTRES, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES
Conseiller pour l'action sociale (emploi)	1 750	1 550
Conseiller technique de service social	1 650	1 400
Assistant principal de service social	1 500	1 100
Assistant de service social	1 200	1 020

Article 4

Les montants maximaux du complément indemnitaire annuel lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir, mentionnés à l'article 4 du décret du 20 mai 2014 susvisé, sont fixés ainsi qu'il suit :

- a) pour le corps des assistants de service social des administrations de l'Etat régis par le décret n° 2012-1098 du 28 septembre 2012 susvisé :

GROUPE DE FONCTIONS	MONTANT MAXIMAL ANNUEL DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (EN EUROS)	
	ADMINISTRATION CENTRALE, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES	SERVICES DECONCENTRES, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES
Groupe 1	1 870	1 630
Groupe 2	1 690	1 440

- b) pour le corps des conseillers techniques de services social et pour l'emploi de conseiller pour l'action sociale régis, respectivement, par les décrets n° 2012-1099 et n° 2012-1100 du 28 septembre 2012 susvisés :

GROUPE DE FONCTIONS	MONTANT MAXIMAL ANNUEL DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (EN EUROS)	
	ADMINISTRATION CENTRALE, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES	SERVICES DECONCENTRES, ETABLISSEMENTS ET SERVICES ASSIMILES
Groupe 1	3 615	3 440
Groupe 2	3 015	2 700

Article 5

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le [].

La ministre de la décentralisation et de la
fonction publique,

Le ministre des finances et des comptes
publics,

Le secrétaire d'Etat chargé du budget,